



RAPPORT D'ACTIVITE

2004

Mai 2005

Sommaire

Introduction	p. 3
---------------------	------

Bilan qualitatif

1. Des missions générales

1.1. Le CRES-Réunion, centre de ressources	p. 4
1.2. Le CRES-Info	p. 6
1.3. Conception d'un site Internet	p. 8
1.4. L'aide méthodologique	p. 9
1.5. Les formations	p. 10
1.6. Suivi des politiques de santé	p. 10
1.7. Coordination du réseau d'acteurs en éducation pour la santé	p. 12
1.7.1 Poursuite des réunions de partenaires du Cres	p. 13
1.7.2 Mise en route d'un réseau d'acteurs en documentation	p. 14
1.7.3 Mise en route d'un réseau d'acteurs en formation	p. 14
1.8. Développement des actions de coopération régionale (Océan indien)	p.14

2. Des activités spécifiques

2.1. Dispositif Génération non fumeur	p. 16
2.2. « Nouveau goûts, nouveaux plaisirs », PNNS	p. 17
2.3 Atelier parentalité	p. 19
2.4. Prévention des allergies respiratoires chez les artisans boulangers	p. 21
2.5. Cérérom légumes	p. 22

Bilan financier	p. 23
------------------------	--------------

Annexes

Annexe 1 : Le conseil d'administration (Membres du CA et du bureau, liste des réunions et principales activités menées)	p. 24
Annexe 2 : Les salariés : équivalents temps plein et formations suivies	p. 25
Annexe 3 : les partenaires du Cres-Réunion	p. 26

Introduction

Le Cres-Réunion est une association loi 1901 créée en 2001 sous l'impulsion de la Drass et du Conseil général de La Réunion. Ses missions telles que définies dans ses statuts sont « la promotion de la santé à la Réunion et dans la région océan Indien par l'initiation, l'accompagnement et la coordination des actions de formation, de prévention ou d'éducation pour la santé. Elle adhère notamment aux valeurs et aux principes de la Fédération nationale d'éducation pour la santé (FNES), partenaire privilégié de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) ».

2004, troisième année d'existence du Cres-Réunion, a été une année charnière marquée à la fois par une volonté de changement dans l'organisation de la structure et par le renforcement, dans la continuité, des activités engagées depuis deux ans :

- Une nouvelle organisation, avec en mai 2004 le renouvellement à 60% du conseil d'administration, dont un nouveau président, un nouveau trésorier et un nouveau secrétaire (voir annexe 1). Une des premières tâches de ce conseil d'administration a été de recruter une nouvelle direction début juillet (voir annexe 2).
- Le renforcement des activités engagées, avec un fort développement du centre de ressources qui accueille un public de plus en plus nombreux. Son fonds d'outils pédagogiques et d'ouvrages en éducation pour la santé et en promotion de la santé a été enrichi de façon à devenir progressivement un véritable centre de ressources pour les acteurs réunionnais. De plus, l'expérience du Cres-Réunion lui a permis de mettre en place des projets de coordination à l'échelle du territoire régional (le dispositif « Génération non fumeur » dans le cadre du plan national de lutte contre les cancers et le projet « Nouveaux goûts, nouveaux plaisirs » dans le cadre du Programme national nutrition santé, PNNS).

Le bilan 2004 témoigne par la diversité des actions menées, par leur impact sur tout le territoire, ainsi que par la diversité des professionnels touchés que le Cres-Réunion a su trouver sa place dans le paysage réunionnais de la santé publique. Cette place, le Cres-Réunion souhaite la situer à l'interface entre les décisions politiques et les actions de terrain, de façon à être médiateur entre les représentants institutionnels et les acteurs de terrain.

Cet ancrage du Cres-Réunion dans la dynamique réunionnaise de santé publique fait écho aux enjeux nationaux liés à la nouvelle organisation de la santé publique en France suite à la Loi d'orientation en santé publique (LOSP) et à la loi de décentralisation. En effet l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes), la Fédération nationale d'éducation pour la santé (FNES) et les comités régionaux d'éducation pour la santé (Cres) font partis des structures citées comme acteurs des futures conférences régionales de santé et des Plans régionaux de santé publique (PRSP). C'est pourquoi le Cres-Réunion a veillé cette année à renforcer sa collaboration avec le réseau national des comités d'éducation pour la santé et avec la FNES afin de se donner les moyens d'assurer une veille et une analyse régulière de l'avancée du processus engagé par la LOSP.

Enfin, il est important de souligner ici que malgré un bilan financier positif, le Cres-Réunion reste tributaire des aléas liés au versement tardif des subventions. Au cours de cette année, le Cres a dû choisir à plusieurs reprises entre le paiement des charges sociales et le paiement des salaires. Cette situation est fatigante moralement pour les salariés et elle suppose une dépense d'énergie considérable de la direction pour trouver des solutions temporaires de survie. Le fond de roulement du Cres-Réunion est actuellement d'environ 3 mois et il faudrait pouvoir le renforcer jusqu'à 6 ou 7 mois, et ce malgré le fonctionnement des institutions qui imposent un solde financier nul. Nous pouvons également nous inquiéter de la pérennisation de nos activités dont la majorité du financement repose sur des appels à projets ponctuels et non reconduits. Les subventions allouées par la Drass et le Conseil général dans le cadre de la convention pluriannuelle sont devenues insuffisantes au regard du développement des missions générales du Cres. Une nouvelle convention serait à envisager entre le Cres, la Drass et le Conseil général. Une participation de la CGSS, qui soutient actuellement le Cres uniquement dans le cadre d'appel à projets nationaux devrait également être envisagée.

1. Des missions générales

1.1. Le CRES-Réunion, centre de ressources

Objectifs du centre de ressource

Identifier et mettre à disposition des professionnels les ressources documentaires utiles à leur pratique et à leur formation professionnelle :

- avec un accueil et une distribution de documentation en éducation pour la santé destinée au grand public : affiches, brochures, supports vidéos, outils pédagogiques, etc. Les outils de l'Inpes sont entre autres valorisés.
- avec une veille documentaire et l'enrichissement du fonds en littérature (pédagogie, études épidémiologiques, psychologie, sociologie, promotion de la santé, guides professionnels, etc.)

Fonctionnement du centre de ressources

Trois caractéristiques principales :

- 1 personne chargée de la documentation à 80%, plus des relais des autres salariés du Cres.
- Ouverture aux professionnels tous les jours, services d'accueil, distribution de documents, mais aussi aide à la recherche et conseils méthodologiques.
- Veille documentaire avec l'Inpes mais aussi tous les autres distributeurs.

L'activité 2004 visait le développement du centre de ressources, notamment en améliorant la qualité de l'accueil et sa capacité de prise en charge (organisation des stocks, plus de partenaires, plus de documents distribués).

Il est également important de rappeler au cours de cette année la naissance de la pédagogthèque, notamment par l'acquisition (achat) de nombreux ouvrages et outils pédagogiques.

Ainsi, le nombre de documents distribués cette année est d'environ 51 000, toutes catégories et tous thèmes confondus, soit une **croissance de plus de 100 %** par rapport à l'année précédente (tableau ci-dessous). On notera notamment une forte augmentation de la distribution de brochures ainsi qu'un doublement de la distribution d'outils pédagogiques. Il faut voir en cette progression une forte volonté de travailler en partenariat.

Tableau de comparaison de l'activité du centre documentaire entre 2003 et 2004

Élément de comparaison	2003	2004
Nombre de documents distribués	23 760	51 298
Type de documents distribués		
<i>Affiches, autocollants, cartes</i>	3 300	3 655
<i>Brochures</i>	4 600	42 985
<i>Revue et ouvrages</i>	4 500	1 513
<i>Maquettes pédagog. et vidéos</i>	70	157
<i>Autres</i>	11 290	2 988
Thématiques des documents		
<i>Nutrition</i>	5 227 (22 %)	12 188 (24 %)
<i>Tabac</i>	3 564 (15 %)	7 507 (15 %)
<i>Alcool</i>	2 851 (12 %)	5 340 (10 %)
<i>Drogues</i>	2 614 (11 %)	4 404 (8 %)
<i>VIH/SIDA</i>	2 138 (9 %)	4 516 (9 %)
<i>Accidents de la vie courante</i>	1 663 (7 %)	5 528 (11 %)
<i>Hygiène de vie</i>	1 426 (6 %)	3 588 (7 %)
<i>Sexualité</i>	1 188 (5 %)	3 825 (7 %)
<i>Autres</i>	3 089 (13 %)	4 397 (9 %)
Nombre de partenaires touchés	60	Plus de 70
Nouveaux partenaires par rapport à 2003	De nombreux établissements scolaires (écoles primaires, collèges et lycées), l'Hôpital des Enfants, l'AREV, la Ligue Contre le Cancer/Pataclope, La Médecine Préventive universitaire, Les CÉMÉA, RÉUNISAF, Réseau REPÈRE, RÉUCARE, OMAG, et diverses autres personnes.	

Professionnels accueillis

Diverses catégories de professionnels ont été touchées. Certains étaient déjà présents l'an passé et de nouveaux se sont agrégés. La liste suivante n'est pas exhaustive et vise simplement à donner une idée de l'éventail de nos interlocuteurs en documentation :

- Éducateurs spécialisés (CRIPH, ARAST, Conseil général, ADI, ...)
- Assistantes Sociales (GHSR, Urgence PASS, Conseil général, CCAS Saint-Paul)
- Animateurs de prévention et encadrants (CRIPH, ANPAA974, CAP...)
- Infirmières (scolaires —Saint-Paul, lycée agricole de Cambaie, etc. —, Drass, Association *Avirons Jeunes*)
- Médecins (GHSR service addictologie, Point Info Santé Nord, Intermétra, REDIA, PMI, AROF, médecins libéraux)
- Multiples associations spécialisées (*Sid'Aventure*, ARPS, ...)

- Multiples établissements scolaires : écoles primaires, collèges et lycées ;
- Sage-femmes (PMI) ;
- Conseillères en Économie Sociale et Familiale (TISF de l'ARAST, CAF) ;
- Dentiste Conseil (CGSS) ;
- Diététiciennes (Mairie de Saint-André ; Conseil général) ;
- Section Locale Interministérielle de la Mutualité Fonction Publique ;
- Médecine Préventive Universitaire ;
- CAMPI ;
- Réseaux REPÈRE et RÉUNISAF ;
- Diverses professions indépendantes ;
- etc.

Perspectives 2005

Le Cres-Réunion poursuivra en 2005 l'ensemble des activités du centre de ressources qui seront renforcées notamment par :

- le site Internet et la mise en ligne du fonds documentaire ;
- la mise à disposition d'une borne informatique connectée à Internet et ouverte gratuitement aux professionnels ;
- la mise en place du plan de classement de l'Inpes.

Le développement du centre de ressources est actuellement limité. Il faudrait dégager des moyens humains et financiers complémentaires pour :

- absorber l'augmentation de la fréquentation du centre de ressources ;
- investir dans l'acquisition de mobilier adapté à la présentation au public ;
- investir dans l'achat d'un espace de stockage aménagé.

1.2. Le Cres-Info

Historique

En 2003, le Cres-Réunion a mis en place un outil de coordination du réseau d'acteur en éducation pour la santé à La Réunion, sous la forme d'un bulletin d'information. Celui-ci se présentait tout d'abord sous la forme d'une page recto-verso entièrement réalisée au Cres-Réunion (conception). Si l'ambition était au départ très modeste, les objectifs étaient très clairs :

- informer les acteurs réunionnais sur les actualités locales et nationales en Education pour la santé ;
- proposer à ses mêmes acteurs un espace de parole et de communication ;
- mettre en valeur des actions d'éducation pour la santé ;
- mettre en valeur des personnes qui œuvrent pour l'Education pour la santé.

Le bulletin s'organise en plusieurs rubriques :

- 📁 L'AGENDA : présentation d'un petit calendrier des actions et des dates clés en éducation pour la santé – Cette rubrique est fondée sur les dates communiquées au Cres-Réunion par ses partenaires.
- 📁 LE PORTRAIT : il s'agit de la présentation d'une personnalité locale agissant en éducation pour la santé. Cette personne peut être issue d'une institution ou être acteur de terrain.
- 📁 L'ÉVÉNEMENT : Il s'agit ici de la présentation d'une action, d'une manifestation ou d'un fait d'actualité méritant d'être mis en valeur auprès du réseau d'éducation pour la santé.

- ✉ OUTILS & DOCUMENTATION : Cette rubrique est destinée à la présentation des tous les nouveaux documents acquis par Cres-Réunion : brochures, outils pédagogiques, ouvrages, affiches.
- ✉ LE DOSSIER : Le Cres-Réunion coordonne pour chaque numéro avec l'aide de partenaires la rédaction d'un dossier sur un sujet d'éducation pour la santé. Le champ de cette rubrique reste très large : point théorique sur un sujet précis, présentation d'un projet ou d'un programme, ou encore synthèse d'enquêtes ou d'évaluation d'action.
- ✉ LA LETTRE DES PROS : Il s'agit là d'un espace réservé aux professionnels de la santé, de l'éducation ou encore du social, qui envoient au Cres-Réunion des articles sur le sujet et l'actualité qui les intéressent.
- ✉ LA CARTE DE VISITE : Le Cres-Réunion se propose à travers cette rubrique d'aider certaines structures, associations à se faire connaître auprès du réseau en publiant une carte de visite donnant leurs coordonnées.

Le n°1 est paru en juin 2003, suivi en octobre du n°2.

L'objectif pour le Cres-Réunion en 2004 était de pérenniser ce bulletin, d'enrichir son contenu et de respecter des échéances trimestrielles de publication.

Le CRES-Infos en 2004

En 2004, le succès des deux premiers numéros a amené le Cres-Réunion à développer le CRES-Infos dès le n°3 :

- l'augmentation du nombre de pages ainsi que celle des destinataires du bulletin ont requis des moyens logistiques plus importants que ceux que le Cres-Réunion avait jusque-là pris en charge sur des fonds propres ;
- l'édition du document dans les locaux du Cres-Réunion n'avait pour but que de lancer le bulletin et d'en tester la pertinence auprès des acteurs. Dans le courant de l'année, il est apparu nécessaire de faire prendre en charge l'édition par un imprimeur professionnel. La conception est toujours entièrement réalisée par le Cres-Réunion.
- augmentation de sa liste de diffusion.

Le CRES-Infos paraît aujourd'hui tous les trois mois en **700 exemplaires**. Il est diffusé auprès de toutes les infirmières et de tous les médecins de l'éducation nationale, de tous les partenaires de terrain du Cres-Réunion (environ 250 destinataires), des institutions (Drass, Conseil général...), des missions locales, des écoles d'infirmières, de l'école de sages-femmes, de l'école de puéricultrice, etc.

Les quatre numéros de 2004 sont sortis le 1^{er} mars, le 1^{er} juin, le 1^{er} septembre et le 1^{er} décembre.

Le Cres-Réunion a eu l'opportunité de publier les portraits de M. P. CARDONA (Directeur de la Drass), de Mme N. DINDAR (Présidente du Conseil général) et du Dr M. JAY (ex-président et fondateur du CDPAT). Le dernier portrait sera consacré au nouveau Président du Cres : Dr R. FOUBERT.

Les rubriques DOSSIER de cette année ont traité du dispositif « Génération non fumeur » mené par le Cres-Réunion, de la démarche de réseau en éducation pour la santé, des outils pédagogiques en éducation pour la santé et du lien entre promotion de la santé et développement durable.

Perspectives 2005

Le Cres-Réunion travaille depuis 2004 à la mise en place d'un site Internet, qui servira à améliorer la coordination et l'information du réseau d'acteurs. Celui-ci sera complémentaire au CRES-Infos qui continuera d'exister sous sa forme actuelle. De plus, il sera mis en ligne en format pdf sur le site du Cres-Réunion. Il sera également possible de s'inscrire en ligne pour recevoir une version électronique du bulletin trimestriel par courriel. Cela permettra de limiter les versions papiers dont la diffusion reste onéreuse en temps et en argent.

Le site Internet sera également un outil utiliser pour renforcer la participation des lecteurs à la rédaction du bulletin trimestriel en éducation pour la santé, notamment à travers les rubriques agenda, dossier et lettre des pros.

Si le Cres-Réunion a assuré sur ses fonds propres ces éléments d'évolution quantitatifs et qualitatifs, il ne peut le faire davantage et sollicitera en 2005 des partenariats financiers.

1.3. Conception d'un site Internet « www.cresreunion.org »

Afin d'améliorer son rôle de coordination du réseau d'acteur en éducation pour la santé, le Cres-Réunion a travaillé en 2004 sur la création d'un site Internet visant la complémentarité avec le CRES-Infos.

Le travail effectué en 2004 a consisté en trois étapes principales :

- le montage de la demande de subvention (constitution du dossier-projet) ;
- la réflexion autour de l'architecture du site : identification du contenu précis et élaboration du cahier des charges ;
- rédaction des pages du site et tests de mise en ligne.

Un partenariat a également été engagé avec une structure spécialisée en programmation, laquelle a soutenu la réalisation du cahier des charges. La mise en ligne est réalisée depuis mars 2005.

Objectifs

Le projet vise à améliorer le service aux professionnels en complétant par les compétences des NTIC les deux activités actuelles que sont la réalisation/diffusion du Cres-Infos et le travail quotidien du centre de ressources. Le site Internet « www.cresreunion.org » est donc dédié à la promotion et à l'éducation pour la santé à La Réunion et dans son environnement géographique.

Plus particulièrement, ce site Internet permet de :

- Mettre à disposition des acteurs réunionnais des informations actualisées sur l'éducation pour la santé à La Réunion, et plus généralement sur les politiques de santé publique à travers plusieurs rubriques comme « l'agenda », « l'actus en santé »..
- Mettre à disposition des professionnels des fiches méthodologiques en éducation pour la santé
- Valoriser les documents et outils pédagogiques en éducation pour la santé ;
- Sensibiliser le public aux problèmes de santé publique ;
- Offrir aux acteurs réunionnais un espace d'informations et faciliter ainsi la coordination entre les actions ;
- Faire connaître les activités du Cres-Réunion aux acteurs de l'éducation pour la santé à La Réunion et au-delà.

Public destinataire

Le public cible est prioritairement les professionnels de la santé, du social et de l'éducation. Le site est également accessible au grand public.

Les professionnels concernés peuvent être : infirmier(ère), enseignants, animateurs, éducateurs, assistantes sociales, médecins, chargés de projets, fonctionnaires du Conseil général, de la Drass de la Région ou de la CGSS, etc.

Contenu et organisation du site

Descriptif par rubrique :

- ▣ AGENDA (Page d'accueil)
 - ↪ Actualités locales et nationales en éducation pour la santé

- ▣ LE CRES-REUNION
 - ↪ Qui sommes nous ?
 - ↪ Nos coordonnées
 - ↪ Nos valeurs
 - ↪ Nos missions
 - ↪ L'association
 - ↪ Devenir adhérent

- ▣ NOS ACTIONS
 - ↪ Base de données avec moteur de recherche
 - ↪ Rapports d'activité du Cres-Réunion (format pdf)

- ▣ OUTILS & DOCUMENTATIONS
 - ↪ Les outils et doc du dernier CRES-Infos (en page d'accueil)
 - ↪ Moteur de recherche
 - ↪ Formulaire de commande
(Acheminé par mail : documentation.cres@wanadoo.fr)

- ▣ FICHES TECHNIQUES
 - ↪ Fiches techniques de méthodologies en éducation pour la santé
① *Accessibles uniquement aux membres du site (login et mot de passe)*
 - ↪ Formulaire d'inscription en tant que membre du site

- ▣ LE CRES-INFOS
 - ↪ Tous les CRES-Infos en format pdf
 - ↪ Formulaire d'inscription à la newsletter (CRES-Infos en pdf)

- ▣ ACTUALITE EN SANTE
 - ↪ Textes des institutions (lois, décrets, circulaires)
 - ↪ Appel à projets (régionaux et nationaux)
 - ↪ Dossiers de presse de campagnes régionales et nationales

- ▣ PARTENAIRES
 - ↪ Descriptif des partenaires locaux et nationaux avec le cas échéant lien vers leur site

1.4. L'aide méthodologique

De nombreux acteurs de divers horizons professionnels de toute l'île, viennent demander conseil au Cres-Réunion en matière de **montage de projet** en éducation pour la santé. On a noté sur 2004 plus d'une trentaine de rencontres. Ce service est assuré dans le cadre des subventions annuellement allouées et il peut s'agir à la fois d'une **aide méthodologique approfondie** (rencontres dans les locaux du Cres-Réunion ou dans la structure demandeuse) et/ou d'une aide plus ponctuelle, essentiellement dispensée sous forme de conseils (en général, dispensée par téléphone à la demande).

L'aide méthodologique peut porter sur :

- les procédures relatives au montage de dossiers de financement (sources de financement, critères d'acceptabilité, etc.) ;
- la rédaction du projet : définition des objectifs, estimation des moyens disponibles, définition du public, estimation du calendrier de réalisation, etc. ;
- les méthodes d'intervention : recherche d'intervenants, techniques d'animation (approche non injonctive, petits groupes, ...), les moyens de communication (outils), etc. ;
- l'évaluation du processus et des résultats : outils de suivi, critères d'évaluation, outils d'évaluation, analyse.

L'évaluation externe des actions rentre dans le cadre de l'aide méthodologique dans la mesure où les synthèses effectuées sont autant d'enseignements pour la reconduction des opérations. Ainsi, la restitution de l'évaluation met en valeur les rétroactions positives et négatives de l'action et propose des recommandations à l'organisme demandeur.

Dans un souci de soutien optimal, le Cres-Réunion met le plus souvent possible en relation le demandeur avec d'autres partenaires afin que ces derniers partagent leur expérience. L'objectif est alors double : donner le maximum de chance à la finalisation du nouveau projet et alimenter le processus de dynamique partenariale à l'échelle globale.

1.5. Les formations

Le Cres-Réunion développe son implication dans des formations en promotion et en éducation pour la santé. Sont autant visées les formations continues (conseil général, Arast) que les formations initiales (IES St-Denis et St-Pierre, Ecole de puéricultrice).

En 2004, le Cres-Réunion a réalisé quatre formations dans le cadre de ses activités générales :

- formation « sensibilisation à l'éducation pour la santé » auprès d'animateurs des points info santé nord et sud du Conseil général, de TISF de l'Arast et d'un bénévole de APERFF ;
- formation initiale « Concepts et méthodologie en éducation pour la santé » auprès des élèves de infirmières de l'IES de St-Pierre ;
- formation initiale « Concepts et méthodologie en éducation pour la santé » auprès des élèves de infirmières de l'IES de St-Denis ;
- formation initiale « Concepts et méthodologie en éducation pour la santé » auprès des élèves de l'école de puéricultrice de St-Denis ;

Parallèlement, une formation auprès de 166 personnes a été réalisée dans le cadre du dispositif « Génération non fumeur » (voir chapitre 2.6). Une dernière formation a été réalisée auprès d'animateurs de l'association St-Denis Enfance dans le cadre du projet « Nouveaux goûts, nouveaux plaisirs » (voir chapitre 2.2)

Enfin, le Cres-Réunion a initié les démarches administratives qui lui permettront de dispenser des formations dans le cadre des dispositifs de formation continue. Les premières formations seront dispensées courant 2005.

1.6. Suivi des politiques de santé

Depuis sa création le Cres-Réunion participe au suivi des politiques de santé nationales, régionales et communales. Il s'agit notamment de participer aux réunions organisées par la Drass dans le cadre des différents dispositifs régionaux de promotion de la santé, mais aussi d'avoir un rôle de veille et d'appui méthodologique dans leur mise en œuvre. Le Cres-Réunion participe également aux actions plus locales, comme dans le cas du CASU déconcentré.

Les programmes régionaux de santé

Dans le cadre de ses activités générales, le Cres-Réunion participe aux réunions mises en œuvre par le Dr Y. MARGUE dans le cadre du PRS diabète et du PNNS.

PNNS : le Cres-Réunion participe aux réunions de ce comité de suivi dans une double optique :

- Informer les participants de l'avancée du projet « Nouveaux goûts, nouveaux plaisirs » piloté par le Cres ;
- S'informer de l'avancée des projets au niveau régional afin de pouvoir assurer son rôle de coordination.

PRS Diabète : de même, le Cres-Réunion participe aux réunions PRS Diabète afin d'assurer la complémentarité avec les actions menées dans le cadre du PNNS. Lors du dernier PRS diabète, le Cres-Réunion a été désigné comme animateur d'un groupe de travail sur l'éducation du patient. Les objectifs de ce groupe de travail seront définis en collaboration avec Dr Yvan MARGUE et des réunions seront organisées par le Cres-Réunion en 2005.

Le Sreps

Le Cres-Réunion a participé à la réunion organisée par la Drass. Il est aujourd'hui en attente de la relance du processus. Parallèlement, il poursuit sa veille de l'avancée des Sreps dans les autres régions

La Loi d'Orientation en Santé Publique

Dès la parution du plan national d'éducation pour la santé (PNEPS) en février 2001, puis la parution de la circulaire DGS/SD6 n°2001-504 d'octobre 2001 relative à l'élaboration des schémas régionaux d'éducation pour la santé, le Cres-Réunion s'est investi dans le processus d'élaboration de ces outils de coordination et de développement de l'éducation pour la santé au niveau régional. La concrétisation de ce travail a été en 2003, la remise de l'étude préliminaire à la mise en place des Sreps ainsi qu'une proposition de schéma.

En 2004, le Cres-Réunion a participé à la réunion pilotée par la Drass dans le cadre de la mise en œuvre d'un Schéma régional d'éducation pour la santé à La Réunion. Depuis, le projet de Loi d'orientation en santé publique (LOSP) et toutes les modifications de la structuration de la santé publique au nouveau régional ont freiné le processus. Le Cres-Réunion n'a donc plus été sollicité directement par la Drass à ce sujet. Néanmoins, une veille et une analyse des Sreps mis en œuvre au niveau régional ont été réalisées, notamment en s'appuyant sur le réseau des comités et sur la Fédération nationale d'éducation pour la santé (FNES). Cette analyse peut servir de base de travail dans le cadre de l'élaboration du plan régional de santé publique préconisé par la LOSP. Un rapport incluant des propositions concrètes sera remis à la Drass fin novembre 2004.

Le CODESS

Par sa présence à la plupart des rencontres¹ du comité de pilotage du CODESS (Coordination de l'Observation Démographique, Sanitaire et Sociale), le Cres-Réunion affirme son soutien à la dynamique générale de recensement et de coordination des actions et études menées en matière d'aide à l'amélioration des conditions de vie de la population de l'île de La Réunion. Ainsi, notre structure a fait part à l'ensemble des partenaires de son projet « Génération non fumeur », lequel était susceptible d'intéresser la dynamique générale.

Le PRAPS

En mai 2003, la Drass a invité le Cres-Réunion à intégrer le comité de pilotage du PRAPS, dispositif dont l'objectif est de réfléchir à des axes d'intervention qui pourraient permettre l'amélioration de la prise en charge des populations en situation de précarité. À l'issue de la première mouture de ce programme, laquelle s'échelonnait de 2000 à 2002 et visait la réalisation d'un diagnostic de la situation réunionnaise (réalisation par l'IRTS), deux groupes de réflexion se sont mis en place travaillant chacun sur deux publics différents : les « jeunes » et les « migrants ». Le Cres-Réunion s'est engagé à participer au comité de pilotage et a été associé dans ce cadre aux réflexions des deux groupes lesquelles ont abouti à un appel d'offre en cours d'année.

L'Education nationale

Le Cres-Réunion a participé à la réunion organisée par le rectorat avec le Conseil général, les services de PMI et l'ORS. De plus, il est désormais invité aux réunions du Conseil académique de la vie lycéenne.

¹ Le Cres-Réunion s'est excusé pour chacune de ses absences (2 au total sur l'année).

La PJJ

Le CRES-Réunion a également été sollicité par les services de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) pour participer à un groupe de réflexion concernant l'approche préventive auprès d'un public de jeunes mineurs délinquants. Ce groupe, constitué des représentants de la PJJ, de l'Observatoire régional de santé et de multiples acteurs de proximité (éducateurs en milieu ouvert et/ou pénitencier, etc.), s'est réuni une première fois le 15 décembre 2003. Il s'intitule « Commission Départementale de la Santé des Jeunes Mineurs Délinquants ». Deux rencontres ont eu lieu en 2004, mais les mouvements de personnels en cours à la PJJ ont mis en attente les travaux de la commission qui devraient reprendre en 2005.

L'AGENDA 21

Attentif depuis ses débuts à la mise en œuvre progressive d'un développement durable à La Réunion (participation à une rencontre de synthèse en 2003), le Cres-Réunion a saisi l'opportunité de la mise en place de quatre nouveaux ateliers de travail pour intégrer les réflexions menées dans le cadre de l'Agenda 21 local. Ainsi, le Cres-Réunion assiste depuis la fin du mois d'octobre aux ateliers thématiques « tourisme » et « culture ». Ces deux thèmes transversaux de la vie locale sont en effet à rapprocher de l'ambition de la promotion de la santé dans la mesure où ils participent de manière très importante à la stabilité sociale et à l'évolution communautaire, tant du point de vue des ses représentations (passage de la tradition à la modernité) que de ses modes de vie (pratiques balnéaires grandissantes et affirmations identitaires multiformes). Bien que ces réunions soient très prenantes en terme de temps (pendant et entre les rencontres), le Cres-Réunion souhaite continuer à participer aux réflexions de ces deux groupes de travail. Elles lui permettent en effet de faire valoir l'intérêt de l'approche de promotion de la santé en dehors de ses partenaires classiques des domaines sanitaire et social. Par ailleurs, un tel engagement permet au Cres-Réunion d'affirmer sa volonté d'œuvrer à une harmonie socioculturelle durable à La Réunion comme dans les espaces voisins du sud-ouest de l'océan Indien.

Le CASU déconcentré

Lors de sa visite au Cres-Réunion le 05 février 2003, le Directeur du CCAS de Saint-Paul nous a fait part de son souhait de voir notre association participer aux réflexions menées dans le cadre du CASU déconcentré². Cet organe rassemble l'ensemble des acteurs du social oeuvrant sur le territoire de la commune de Saint-Paul autour des problématiques de l'action sociale. Ce responsable a fait appel aux compétences du Cres-Réunion, d'une part en matière de vision globale des problématiques et actions de terrain, et d'autre part comme organisme capable d'assurer un soutien méthodologique à la mise en place d'un éventuel Observatoire Territorial de l'Action Sociale (territoire communal de la ville de Saint-Paul). Le Cres-Réunion affirme ainsi sa volonté de participer à la coordination d'ensemble en matière d'intervention sanitaire et sociale, et donc d'œuvrer pour la cohérence générale sur un territoire donné. Le Cres-Réunion estime que l'échelle ultra-locale constitue un domaine d'exercice pertinent pour l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation de la dynamique d'ensemble.

Suite au départ de ce responsable, les projets en cours ont été mis entre parenthèse, mais le Cres-Réunion continue de participer aux rencontres (une en début d'année) du CASU déconcentré.

1.7. Coordination du réseau d'acteurs en éducation pour la santé

Le Cres-Réunion poursuit son rôle de coordination des acteurs de l'éducation pour la santé à La Réunion avec la mise en place de réunions d'acteurs volontaires, des prises de contacts téléphoniques, des rencontres et la mise à disposition d'outils de communication (voir rubriques Cres-Info et site Internet). De plus, il développe les rencontres entre partenaires autour d'axes de travail qui semblent majeurs dans une perspective de développement de l'éducation pour la santé : la documentation et la formation.

² Le CASU est le Comité de l'Action Sociale d'Urgence.

1.7.1 Poursuite des réunions de partenaires du Cres-Réunion

Historique des rencontres

Entre les 17 et 21 février 2003, le Cres-Réunion a eu l'honneur d'accueillir temporairement dans son équipe Mr Bernard GOUDET, Directeur pédagogique du CRAES-CRIPS³ de Bordeaux et expert européen en éducation pour la santé intervenant notamment à l'ENSP⁴.

Entre autre, une rencontre avec les acteurs de terrain oeuvrant dans le champ de l'éducation pour la santé a pu être organisée le 18 février au lycée agricole de Cambaie. Au cours de cette réunion, chaque partenaire a présenté l'action dans laquelle il s'investissait ainsi que les limites et les difficultés auxquelles il devait faire face. Mr GOUDET a ainsi pu apprécier la dynamique de terrain et également promulguer quelques conseils pratiques tirés de sa riche expérience.

Une autre rencontre a également pu être proposée aux anciens étudiants ayant suivi le Diplôme Universitaire en « Gestion de projet en Promotion de la Santé et Développement Social », formation au cours de laquelle B. GOUDET intervenait. Chacun a fait le point sur sa progression depuis l'obtention du diplôme et a pu montrer en quoi il avait intégré dans ses projets la démarche de Promotion et d'éducation pour la santé.

Au regard des retours très positifs reçus par le Cres-Réunion, l'association s'est engagée à reconduire ce type de rencontres inter partenariales le plus régulièrement possible. C'est ainsi qu'une seconde réunion a pu être organisée dans les locaux du Cres-Réunion le 02 septembre 2003. Ont alors été réunis une quinzaine d'acteurs avec lesquels le Cres-Réunion a pu confirmer l'importance de la mise en place d'un réseau soudé et cohérent. Ce fût également l'occasion pour le Cres-Réunion d'appuyer l'idée que ce réseau devait être pris en charge par la collectivité d'acteurs et non uniquement par un ou deux leaders, ce qui a été approuvé par la communauté.

L'année 2004

Deux rencontres ont été programmées cette année, la première en avril et la seconde en octobre. La politique de chacune était fondée sur « un thème, un intervenant » en sollicitant bien entendu l'échange inter partenarial (discussion).

- La première rencontre s'est tenue le 22 avril dans les locaux du Cres-Réunion. Elle a permis de réunir une vingtaine de partenaires sur les 25 invités. La thématique centrale était celle du « réseau » et l'invité d'honneur était Mme D. SANCHEZ dont l'intervention portait sur le Réseau Périnatal Réunion (REPÈRE) et plus précisément sur :

- le contexte dans lequel est né le réseau périnatal (constat que les compétences existaient, mais qu'elles n'étaient pas coordonnées) ;
- la structuration même du réseau (objectifs, administration, financements, partenariats) ;
- le processus de mise en œuvre (contraintes et moteurs au démarrage) ;
- l'état actuel du réseau (difficultés et perspectives).

Le Dr D. LAMBLIN, également présent, a ensuite parlé du réseau RÉUNISAF et de ses modalités de fonctionnement. Cela a ouvert un débat intéressant duquel est ressorti à la fois l'enthousiasme de tous face à ce type d'approche, mais également l'aspect un peu déroutant de son applicabilité (efforts soutenus sur des temps parfois très longs, problématique de l'investissement humain, rôle des financeurs et place des usagers de santé). Un autre élément-clé qui a émergé est celui de la nécessité de s'engager dans la voie d'une « culture commune ».

- Le deuxième rencontre, prévue le 07 octobre dans les locaux de l'annexe du CREPS à Saint-Paul a dû être annulée en dernière minute. Le thème prévu était « le développement durable et la promotion de la santé » et l'intervenant était Mr J.-C. DAUDEL, chargé de mission développement durable à la DIREN, Direction de l'Environnement.

Sur les 25 invitations lancées et appelant à confirmation, nous n'avons reçu que 9 réponses (2 positives et 7 négatives, soit un taux de retour seulement de 36 %. Nous avons ainsi dû annuler cette rencontre au thème pourtant majeur.

³ Le CRAES-CRIPS est notre homologue bordelais.

⁴ L'ENSP est l'École Nationale de Santé Publique.

Les perspectives 2005

Cette dernière expérience nous amène à nous poser la question de la pertinence du maintien de ces rencontres. Bien qu'elles présentent des aspects très positifs (notamment de proposer un espace et un temps d'échange, de favoriser les rencontres régulières entre partenaires), leur organisation soulève certaines difficultés. On notera tout d'abord la difficulté à trouver des dates qui conviennent à une majorité de partenaires, mais surtout celle qui relève de la mise en œuvre véritable après qu'une date ait été fixée (délais de réponse).

C'est pourquoi le Cres-Réunion, en toute conscience de sa mission de coordination des acteurs locaux, engagera au cours du premier trimestre 2005 une réflexion de fond concernant ces opérations et leur reconduction. Il s'agira essentiellement d'impliquer davantage les partenaires invités en définissant des objectifs de travail communs. De plus, cette réunion de partenaires sera renforcée par des réunions plus ciblées associant les professionnels de la formation et de la documentation (voir chapitre 1.7. 2et 1.7.3 ci-dessous).

1.7.2 Mise en route d'un réseau d'acteurs en documentation

Afin de mutualiser les compétences et les ressources en éducation pour la santé à La Réunion, le Cres-Réunion souhaite réunir les acteurs locaux qui disposent d'un centre de documentation en éducation pour la santé.

Un premier travail de recensement des structures a été effectué : 21 centres de documentation ont été répertoriés parmi les administrations publics, les centres d'étude et de recherche, les organismes de formation et les associations. Des premiers contacts ont été pris avec le centre de l'école de puéricultrices et avec la documentaliste de l'ORS. Une réunion est programmée pour janvier 2005.

Parallèlement, le Cres-Réunion rassemble les documents de travail réalisés dans le cadre du réseau de documentation en éducation pour la santé. Les projets de documentation réalisés dans le cadre des Sreps sont également référencés afin de pouvoir servir de supports de référence pour les actions futures du groupe de travail. Ce groupe de travail permettra de dresser un inventaire des ressources et compétences disponibles.

1.7.3 Mise en route d'un réseau d'acteurs en formation

Le Cres-Réunion a participé au séminaire de travail sur les Diplômes universitaires en éducation pour la santé des patients qui a eu lieu en septembre 2004 à la Grande Motte à Paris. Des contacts ont été pris avec Dr Debusche, Président de Réunicare et avec Madame Balcou-Debusche, pédagogue.

Une réflexion conjointe est à mener sur la mise en œuvre d'une formation qualifiante en éducation pour la santé, avec un tronc commun général et des options spécialisées vers l'éducation thérapeutique, les actions auprès de populations migrantes, les populations défavorisées, ou des thématiques globales majeures comme l'équilibre nutritionnel. Des partenariats avec l'université sont à étudier ainsi qu'avec d'autres structures formatrices telles que l'IRTS.

De plus, le Cres-Réunion a mis en place un partenariat avec l'école de puéricultrices de St-Denis et l'ANPAA afin de proposer pour l'année 2005 un programme de formation initiale en éducation pour la santé.

Enfin, le Cres-Réunion s'investit de plus en plus dans des actions de formation continue ce qui renforce son expertise et lui permet de développer sa légitimité pour animer un groupe de travail dans ce domaine (voir chapitres 1.5 « Missions générales, les formations », 2.1 « le dispositif Génération non fumeur » et 2.2 « le projet Nouveaux goûts, nouveaux plaisirs »).

1.8. Développement de la coopération régionale (Océan indien)

En 2003, un projet de coopération régionale avec l'île Rodrigues (océan Indien) a été développé par la branche recherche-action du CRES-Réunion.

Objectifs

- Mettre au point un outil d'évaluation et de suivi de l'état de santé globale de la population rodriguaise ;

- Aider à la mise en oeuvre d'une stratégie de consolidation de l'état de santé de la population de manière à garantir, autant que faire se peut, son implication active dans la dynamique de développement (perspectives de long terme) ;
- Approfondir la connaissance sur le thème de l'approche préventive des équilibres de santé dans les pays insulaires en voie de développement.

Méthodologie

- Identification objective des conditions de vie et de l'état de santé de groupes de population ;
- Mise au point d'une méthodologie d'évaluation de la vulnérabilité socio-sanitaire de ces groupes ;
- Définition des niveaux de risque face aux épidémies (à identifier) ;
- Identification des enjeux majeurs pour le futur à court, moyen et long termes ;
- Mise au point d'une proposition de plan de prévention et de gestion des risques socio-sanitaires ;
- Soumission à validation des financeurs et des autorités rodriguaises.

Résultats attendus

- Mise à disposition des gestionnaires d'un outil d'évaluation et de suivi de l'état de santé de la population susceptible d'aider à définir une stratégie durable (orientations principales, pistes d'intervention, adaptations régulières des programmes) ;
- Échange et transfert de compétences ;
- Développement d'un partenariat durable entre le CRES-Réunion et les autorités et acteurs rodriguais ;
- Consolidation des liens entre La Réunion et les autorités rodriguaises, et La Réunion et le Gouvernement mauricien.

Contacts déjà établis

- Mr J.-T. GENAVE, *Responsable du Département de Sécurité Sociale*, lequel a également obtenu le soutien du *Département de Réduction de la Pauvreté*. Malheureusement, Mr GENAVE a changé de fonction ; mais bien qu'il soit actuellement responsable du service environnement, il reste un relais de choix car l'administration rodriguaise est relativement peu étendue.
- Par ailleurs, diverses pistes de contacts ont pu être identifiées avec des personnes soit de Rodrigues, soit de La Réunion et qui sont en lien fort avec Rodrigues. Ces pistes mériteront d'être approfondies en temps utiles.

De nombreux échanges de courriers électroniques ainsi que diverses rencontres avec les autorités rodriguaises (en 2002) nous permettent d'affirmer que ces dernières sont en grande demande de partenariat dans le champ de la prévention socio-sanitaire. Ainsi, un courrier en date du 14 janvier 2004⁵ et signé par le responsable du département de Sécurité Sociale de l'Assemblée Régionale de Rodrigues, Monsieur P. Colin, spécifiait cet intérêt et encourageait le CRES-Réunion à œuvrer en faveur de la réalisation de ce projet. Toutefois, aucune avancée significative n'a pu aboutir depuis. La recherche de financements s'est avérée très complexe, d'autant plus que les autorités rodriguaises ne peuvent rien prendre en charge en la matière.

Une demande de soutien a été initiée auprès de Conseil Régional de La Réunion, mais celle-ci n'a pas abouti.

C'est pourquoi l'équipe du CRES-Réunion a travaillé à une reformulation du projet, notamment par l'approfondissement des aspects opérationnels de proximité : développement d'un axe de formation des acteurs locaux et proposition d'une piste de projet collectif pour et par la population locale. Le projet initial a donc été remodelé en intégrant une dimension de proximité. En ce sens, une rencontre a été sollicitée avec l'ORS de La Réunion, organisme missionné entre fin 2003 et mi-2004 par la DRASS de La Réunion pour évaluer un réseau informel d'entre aide sociale à Rodrigues. Cette rencontre a été riche d'informations. Si un rapport d'étape a pu être consulté, le rapport final de l'ORS, prévu pour juin 2004, devrait être plus complet et plus indicatif. En renforçant le volet opérationnel de l'étude de vulnérabilité (conditions d'applicabilité et mise en oeuvre pilote à travers un programme d'action communautaire), l'idée serait d'inscrire le projet dans la continuité du travail de réseau informel (dont la vocation est d'apporter un soutien individualisé). Il s'agirait donc bien d'apporter un soutien à l'amélioration de l'existant.

⁵ Réponse à courrier du 17 juillet 2003

En attendant les résultats du travail de l'ORS et de la DRASS, le projet a pour l'heure été mis en attente, mais le CRES-Réunion envisage de relancer les institutions réunionnaises compétentes en coopération régionale (Conseils régional et général), mais également d'ouvrir les recherches partenariales aux organismes internationaux susceptibles d'être intéressés par ce projet.

Le CRES-Réunion souhaite continuer à travailler sur ce volet car il constitue un moteur d'émancipation de la Promotion et de l'Éducation pour la Santé tant d'un point de vue des méthodologies de suivi des évolutions (apport de données probantes, par exemple) que de la diffusion des préceptes en dehors des limites territoriales de la France.

2. Des activités spécifiques

2.1. Dispositif « Génération non Fumeur »

Le Cres-Réunion, le Conseil général, la médecine préventive et le club Pataclope ont mis en place le projet « Génération non Fumeur » dont l'objectif est de favoriser la mise en place d'actions d'éducation pour la santé sur la prévention des cancers liés au tabagisme auprès des jeunes, sur l'ensemble du territoire réunionnais et par des acteurs du social, de la santé et de l'éducation.

Une telle perspective a été déclinée en sept objectifs spécifiques.

Après des acteurs de terrain, il s'agit de :

1. mettre en place une plate-forme d'échanges en réunissant des acteurs œuvrant dans le champ de l'éducation pour la santé ;
2. d'aider à une meilleure connaissance des données, des outils et des techniques de la prévention du tabagisme et des cancers associés, mais également des spécificités de l'approche préventive auprès des jeunes ;
3. d'apporter des bases conceptuelles et méthodologiques pour la conception d'un projet (montage, réalisation, évaluation).

Après du public et via les acteurs, il s'agit de permettre aux jeunes :

4. de renforcer leur prise en charge individuelle et de développer leur autonomie ;
5. de valoriser l'image et les droits du non-fumeur, et de "dé-normaliser" l'usage des cigarettes en informant sur les risques directs et indirects du tabagisme ;
6. de développer l'esprit citoyen à travers l'information sur le contenu de la loi Evin ;
7. de dédramatiser l'image des cancers.

Ce dispositif était composé :

- D'une étude sur les représentations mentales des jeunes réunionnais sur les cancers liés au tabagisme (mars/septembre 2004) ;
- De formations (juin 2004, puis septembre/octobre 2004)
- D'aide méthodologique aux actions de terrain (jusqu'en avril 2005)

L'étude

Une anthropologue a réalisé des entretiens semi-directifs auprès de 37 jeunes réunionnais âgés de 14 à 25 ans, filles et garçons, scolarisés et non scolarisés, fumeurs et non fumeurs. Un travail d'observation participante a également été mené et l'ensemble des données a été analysé suivant cinq axes :

- la symbolique du cancer (maladie « naturelle », maladie « punition », etc.),
- la spécificité du vocabulaire et des images,

- les croyances et les représentations,
- le tabagisme et le corps (quels impacts ?),
- la relation entre consommation à risque et cancer.

Les principaux résultats ont fait l'objet de deux publications (à paraître), l'une dans « La Santé de l'Homme », l'autre dans la Revue « Actualité et Dossiers en Santé Publique ».

Les formations

La formation s'est déroulée en deux sessions. La première s'est tenue en juin (5 x 1 journée) et la seconde entre septembre et octobre (6 x 2 journées). Au total, environ cent participants ont suivi cette formation.

Le contenu de la première session (91 participants, 5 lieux) proposait essentiellement :

- Un rappel du dispositif « Génération non fumeur »
- Une réflexion des participants sur les représentations de la santé (réalisation de cartes sémantiques) ;
- Une présentation des résultats partiels de l'étude sur les représentations mentales des cancers liés au tabac ;
- Les principes et valeurs de l'éducation pour la santé (débat) ;
- Comment mener une action de prévention du tabac auprès des jeunes (débat) ;

La seconde étape (75 participants, 6 lieux) visait, elle :

- L'épidémiologie et la physiopathologie des cancers liés au tabac, avec la présence d'intervenants tabacologues ;
- Les comportements à risque et les addictions chez les jeunes : quelles réponses apporter ?
- La méthodologie de projet : travail sur les objectifs, le budget, les techniques d'animation et l'évaluation des projets des participants ;
- La présentation et l'analyse d'outils de prévention du tabagisme auprès des jeunes.

L'accompagnement méthodologique

Nous avons profité de l'envoi des comptes-rendus des formations pour effectuer un premier rappel auprès des différents partenaires concernant l'appui méthodologique que le Cres-Réunion peut leur fournir. Une relance téléphonique individualisée est prévue dans le courant du mois de décembre.

Perspectives 2005

L'accompagnement méthodologique des actions de proximité se poursuit. Des outils devraient être conçus durant cette période.

De plus, le Cres-Réunion a obtenu un financement complémentaire pour mener de nouvelles formations et soutenir d'autres projets locaux en 2005.

2.2. « Nouveaux goûts, nouveaux plaisirs »

Le projet « Nouveaux goûts, nouveaux plaisirs » est financé par le Programme national nutrition santé (PNNS), via la CGSS, et par le Département de La Réunion.

Objectifs

Il vise à encourager la consommation de fruits et de légumes de La Réunion auprès des jeunes en leur proposant une alternative séduisante à une alimentation trop riche en sucre et en graisse. Il s'agit :

- d'informer le public de la diversité et des valeurs nutritionnelles des fruits et légumes de La Réunion ;
- de favoriser l'adoption d'une alimentation variée, tenant compte des repères de consommation du PNNS, notamment 5 fruits et légumes par jour ;
- de sensibiliser le public à l'adoption d'un comportement nutritionnel favorable à sa santé en lui donnant les moyens de choisir où et comment acheter les aliments, les préparer et les manger ;

- de donner aux professionnels des repères éthiques, conceptuels, législatifs et méthodologiques sur la mise en oeuvre d'actions d'éducation pour la santé sur le thème de l'éducation nutritionnelle et de l'équilibre alimentaire.

Contenu

Pour cela, le CRES-Réunion propose de favoriser la mise en place d'actions de proximité construites à partir d'un outil pédagogique créé dans le cadre du projet :

- 1- Conception et édition d'un outil pédagogique destiné aux professionnels : deux cédéroms sur les fruits et les légumes « lontan » de La Réunion, un guide méthodologique et des fiches actions. Cet outil intégrera les repères de consommation et les objectifs du PNNS, mais aussi la diversité des fruits et légumes et les habitudes alimentaires des réunionnais. Il sera réalisé en collaboration avec des professionnels destinataires de l'outil qui l'adapteront lors de la mise en oeuvre d'actions.
- 2- Diffusion de l'outil auprès des professionnels lors d'une formation qui permettra la mise en place d'un nombre plus important d'actions de proximité.
- 3- Actions de proximité sur l'ensemble du territoire réunionnais.

Public

- jeunes âgés de 3 à 6 ans et 7 à 11 ans, ainsi que de leur entourage ;
- professionnels de l'éducation, du sanitaire, de l'animation socioculturelle et de la restauration collective.

Partenaires

Outre les financeurs, le projet repose sur un partenariat et une collaboration étroite avec l'association Saint-Denis Enfance qui organise les centres de loisirs de la ville de Saint Denis ainsi que l'accueil périscolaire et les animations du mercredi. L'intérêt pour le projet est de pouvoir sensibiliser les enfants vivant en ville, en périurbain et dans « les hauts ». De plus les animateurs de cette association intervenant dans les écoles, travaillent en lien direct avec les enseignants et le personnel de service de la restauration scolaire. Saint-Denis Enfance met à disposition son personnel pour construire avec le Cres les fiches actions de la mallette pédagogique.

Réalisation 2004

En 2004, le Cres a mis en place les partenariats du projet avec :

- la constitution d'un comité de pilotage : La première rencontre du comité a eu lieu au CRES le jeudi 28 octobre 04. Ont été invités le médecin responsable départemental au Rectorat, l'infirmière conseillère du Recteur, l'infirmière responsable départementale au Rectorat, la directrice de la CAF, le médecin du Conseil général responsable du point info santé, le médecin inspecteur régional de la Drass, le directeur de la DDJS, une infirmière de la PMI et la responsable du service prévention de la CGSS ;
- la constitution d'un groupe de travail rassemblant un échantillon des futurs utilisateurs de la mallette : enseignants, animateurs socioculturels, infirmières scolaires, personnel de la restauration scolaire et parents. Une première réunion a eu lieu en décembre 2004, une deuxième en janvier 2005. Les participants ont pu lister les difficultés rencontrées sur leurs lieux de travail respectifs ainsi que des propositions d'actions réalistes. La rédaction des fiches action est en cours et sera validée par l'ensemble du groupe de travail prochainement.

La phase de conception de la mallette a démarré avec :

- l'analyse des ressources, besoins et contraintes des centres de loisirs par des entretiens avec les directeurs ;
- la formation d'animateurs volontaires de Saint-Denis Enfance :
 - Jour 1 : présentation du Cres-Réunion et de l'éducation pour la santé
 - Jour 2 : présentation du programme national nutrition santé et de ses objectifs

- Jour 3 : information et réflexion sur l'alimentation avec trois objectifs :
 1. comprendre l'acte alimentaire ;
 2. connaître les bases de l'équilibre alimentaire à partir des repères et principes du PNNS et de la classification des groupes d'aliments ;
 3. comprendre les fonctions sociales et culturelles de l'alimentation.
- La rédaction de fiches actions autour du petit déjeuner et l'expérimentation des projets lors des vacances d'octobre.

Parallèlement, le cédérom légumes va être réalisé :

- Un cahier des charges a été réalisé ;
- Nous identifions les experts à associer pour la conception de ce cédérom :
 1. un nutritionniste ou un diététicien pour les données scientifiques ;
 2. un cuisinier pour les conseils pratiques de sélection, de conservation, de consommation et des recettes faciles à réaliser ;
 3. La chambre d'agriculture.

Une recherche documentaire est en cours pour sélectionner les légumes qui seront présentés.

Perspectives 2005

L'élaboration de la mallette devrait être achevée dans le courant de l'exercice 2005 (cédéroms, guide et fiches action). Le Cres-Réunion organisera alors des formations pendant lesquelles l'outil sera diffusé et les professionnels formés à son utilisation et plus largement aux principes du PNNS et à la méthodologie de projet en éducation pour la santé.

2.3 Atelier parentalité

L'atelier intitulé « Parentalité : un savoir faire » a été mis en place par le Cres-Réunion en 2003 dans le quartier de Bois-de-Nèfles Saint-Paul. L'objectif est de reconnaître, valoriser et développer les compétences parentales des familles du quartier en termes de savoirs, savoir-faire, savoir-être.

Deux salariées du Cres-Réunion sont mobilisées sur ce projet. Les partenaires du projet (Adi, Arast, REAAP, Drass) se réunissent régulièrement en comité de pilotage. Il s'est réuni 3 fois (en avril, en juin et en septembre) ; une dernière réunion annuelle est prévue en décembre. De plus, la mairie de Saint-Paul a participé au projet en finançant le bus de la sortie du mois de mai et l'entrée de la piscine. Elle a également mis à disposition gracieusement les locaux du « case du Hangar », lors d'une exposition.

Objectifs

Le projet consiste en la mise en place d'un atelier animation-prévention-santé pour les parents souhaitant :

- partager leurs expériences ;
- être sensibilisés et informés sur des thèmes relatifs à la parentalité et à l'éducation pour la santé ;
- participer à la création d'objets pouvant servir d'outils de transmission pour leurs enfants.

Les participants en 2004

Le public concerné est le plus souvent en situation de précarité sociale et/ou économique : situations de mono parentalité, de grossesses précoces, de difficultés d'intégration sociale, de chômage de longue durée, etc. Quatorze personnes et quinze enfants ont assisté à l'atelier au cours de l'année. Leur participation n'était pas régulière et l'on a pu identifier deux périodes distinctes :

- la période scolaire durant laquelle une moyenne de 4 mamans et 4 enfants ont fréquenté l'atelier ;
- les vacances scolaires pendant lesquelles nous avons accueilli une moyenne de 7 mamans et 8 enfants.

Les activités proposées

En 2004, les participants se sont réunis tous les mardi matin à partir de janvier 2004. Au total, nous avons comptabilisé :

- 33 séances d'une demi-journée dans les locaux de Bois-de-Nèfles Saint-Paul,
- 2 sorties sur la journée pour des activités sportives et de loisirs.

Toutes les activités et les sorties organisées dans le cadre de l'atelier parentalité répondent aux demandes des participantes.

Il a notamment été proposé pendant l'année scolaire :

- la conception d'un jeu de cartes (imagier des aliments) reprenant la classification des aliments ;
- des ateliers culinaires : confection de pâtisseries, préparation d'un repas à base de crêpes salées et sucrées, préparation d'un petit déjeuner équilibré ;
- peinture sur tissu, création de cartes et décoration de pots en sable coloré ;
- fabrication de décorations pour les fêtes de fin d'année.

Et pendant les vacances, avec les enfants :

- moulage en plâtre ;
- modelage en pâte à sel ;
- peinture des objets réalisés.

Les sorties :

- Piscine : pendant les vacances de mai les mamans ont choisi d'organiser une sortie à la piscine municipale de Saint Paul suivi d'un pique nique sur le front de mer. Pour aider ces dernières à mieux accompagner leurs enfants dans l'eau, les animatrices de l'atelier ont sollicité la présence d'un maître nageur diplômé pour encadrer les activités aquatiques d'éveil et de loisirs pour les bébés.

- Pique nique et visite du parc du Colorado à Saint-Denis : les familles ont conçu l'affiche de présentation de la sortie, se sont chargées de la diffusion de l'information sur leur quartier d'habitation et ont pris les inscriptions. Le Cres-Réunion s'est chargé de la réservation du bus, de l'organisation de la visite du parc zoologique et des démarches inhérentes à l'organisation d'une sortie en groupe. Chaque famille a payé son entrée au parc. L'atelier a pris en charge le règlement du bus.

Les Apports en éducation pour la santé

Les compétences des mamans participantes ont été renforcées à travers :

- des discussions, conseils, apports de documentations permettant l'acquisition de savoirs sur les thèmes:
 - de l'équilibre alimentaire : cette activité a complété celles proposées l'année précédente ;
 - des relations intergénérationnelles ;
 - de la dentition de l'enfant.
- leur implication active dans l'organisation des ateliers, ce qui a permis de renforcer leur autonomie et de leur donner des ressources (mieux se prendre en charge et s'investir dans la vie sociale et professionnelle).
- l'implication active des mamans dans la mise en oeuvre des ateliers et dans leur animation. Une maman notamment a suivi une formation organisée par le REAAP sur l'animation de groupes.

Perspectives 2005

Face à l'enthousiasme de certaines participantes, le Cres-Réunion leur a proposé de jouer un rôle actif dans l'animation de cet atelier. Depuis les séances d'octobre, elles participent à la réflexion du CRES sur le devenir de cet atelier. De plus, une animatrice du Cres-Réunion et une des mamans ont suivi la formation organisée par le REAAP sur l'animation de groupes.

Pour pallier aux difficultés de déplacement, les mamans des ateliers et le Cres-Réunion cherchent aujourd'hui à dédoubler l'atelier :

- la maman ayant suivi la formation REAAP pourrait animer cet atelier en collaboration avec une des animatrices du Cres-Réunion ;
- les mamans ont réalisé des démarches auprès des élus de quartier pour essayer de le délocaliser sur le quartier du Ruisseau-Bel Air où les familles seraient intéressées par l'action ;
- elles ont participé à la rédaction et à la diffusion d'un questionnaire qui sera diffusé par l'intermédiaire de l'école ;
- elles créent le lien avec les associations déjà existantes sur le quartier.

2.4. Prévention des allergies respiratoires chez les artisans boulangers

Le Contexte

Le Cres-Réunion travaille depuis 2003, à la demande de la Caisse d'assurance Maladie des Professionnels Indépendants (CAMPI), sur la mise en place d'une action de prévention des allergies aux poussières de farines chez les artisans boulangers de la Réunion. La farine reste en effet la première cause d'allergie respiratoire professionnelle en France. La demande consistait donc à mettre en place des actions de prévention auprès de ces professionnels.

Les études préalables

Le Cres-Réunion s'est fondé sur une étude financée par la Caisse nationale d'assurance maladie et menée par le Laboratoire d'Essais des Matériels et Produits Alimentaires (LEMPA) et l'INRS, qui consistait à mesurer les taux de poussières de farines respirées durant chaque étape de la fabrication du pain et d'expérimenter des gestes à la recherche de taux d'émissions les plus bas possibles. Il en est ressorti un certain nombre de conseils et de recommandations à promouvoir auprès des Boulangers.

Soucieux de respecter l'éthique et la méthode en éducation pour la santé, le Cres-Réunion a mené une enquête téléphonique auprès de l'ensemble des boulangers de l'île. Celle-ci a permis de faire émerger les problèmes tels que les boulangers les ressentaient ainsi que les moyens que ceux-ci estimaient les plus pertinents pour passer des messages de prévention. Le Cres-Réunion restait ainsi dans une démarche participative avec une implication réelle des boulangers dans la prévention des risques que peut présenter leur métier. Suite à cette enquête le Cres-Réunion a proposé à la Campi un projet d'action envers les artisans boulangers tenant compte de leurs difficultés et de leur ressenti à propos des allergies aux poussières de farine en partenariat avec le syndicat des boulangers.

L'action

C'est en 2004 que la Campi a donné son accord sur la proposition faite par le Cres-Réunion. Celle-ci consiste à organiser deux séminaires (Nord-Est / Sud-Ouest) et à réaliser deux documents qui seront diffusés parmi les boulangers (1 dépliant et 1 affiche).

⇒ Le Cres-Réunion a organisé les deux séminaires prévus :

1^{er} : le Jeudi 4 novembre 2004 au Restaurant Le Bouvet - 75 rue bouvet - 97470 Saint-Benoit

- Intervention du DR OMARJEE (Allergologue)
- Intervention de Mr IGLIKY (Hygiène et sécurité)
- présence d'un médecin du travail

2^{ème} : le Lundi 8 novembre 2004 à l'Hôtel Apollonia - Boulevard Bonnier - 97436 St-Leu

- Intervention du DR BOUSHAKI (Allergologue)
- Intervention de Mr IGLIKY (Hygiène et sécurité)
- présence d'un médecin du travail

La CAMPI s'est chargé de l'invitation des boulangers et des inscriptions. Devant un faible taux de réponse, il a été décidé d'annuler la session de Saint-Leu et de maintenir celle de Saint-Benoît.

⇒ Le Cres-Réunion a réalisé :

- un dépliant A4 en trois volets aux couleurs locales contenant les recommandations de l'étude du LEMPA, ainsi que des informations sur l'allergie aux poussières de farine.
- une affiche (A3) contenant les mêmes recommandations que le dépliant.

⇒ Documents remis aux boulangers :



Le bilan

Le séminaire a bien eu lieu le jeudi 4 novembre 2004 à St Benoît, 21 boulangers étaient présents. Malgré un scepticisme affiché à leur arrivée, ils sont repartis en déclarant avoir le sentiment de ne pas avoir perdu leur temps et d'avoir renforcé leurs connaissances concernant notamment les risques liés à leur profession et la possibilité de les prévenir. Certains ont émis la demande de réitérer ce type de séminaire riche en informations et en échanges.

Il est également important de noter qu'était présente Mme C. BLUM-BOISGARD, Médecin conseil auprès de la Caisse nationale et professeur en médecine, qui a souligné le côté innovant de ce type de manifestation et qui encourage la Campi et le Cres-Réunion de poursuivre dans cette voie auprès d'autres professions.

Les perspectives 2005

La Campi souhaite poursuivre son partenariat en 2005 avec le Cres-Réunion. Elle envisage de mener des actions de prévention des maladies professionnelles, notamment auprès des coiffeurs et des garagistes.

2.5. Cédérom légumes

Voir Bilan « Nouveaux goûts, nouveaux plaisirs », chapitre 2.2, page 16.

Bilan financier

RECETTES								
	Fonds propres	Activités générales	GNF	PNNS	Parentalité	Campi	cd rom	TOTAL
CNASEA & INPES		18 233	31 201		2 833			52 267
INPES			98 580					98 580
Conseil Général		53 360					10 000	63 360
DRASS		83 360			10 000			93 360
ADI					2600			2 600
DGS				26762				26 762
Autres financements	3 178,68	1 781				8125		13 085
Cotisations	270							270
Produits financiers		149	146	54	15	8	11	383
Produits Exceptionnels	18876							18 876
Total	22 325	156 883	129 927	26 816	15 448	8 133	10 011	369 544

Dépenses								
	Fonds propres	Activités générales	GNF	PNNS	Parentalité	Campi	CD-Rom	TOTAL
ACHATS		4 200	5 662	987	1 110	1 441	2 012	15 412
Matériel pédagogique		260	254	93	855	1 313	20	2 795
Prestations de services		1 450	1 646				1 800	4 896
Eau - Electricité - carburant		272	265	98	28	14	21	698
Petits maté & fourn bureaux		2 218	3 497	796	227	114	171	7 023
SERVICES EXTERIEURS		24 146	27 366	8 754	2 713	1 240	1 825	66 044
Crédit bail		1 863	1 815	668	191	96	144	4 777
Locations mobilières		1 572	1 637	655	161	80	121	4 226
Locations immobilières		5 792	5 643	2 079	594	297	446	14 851
Maintenance		1 771	1 725	636	182	91	136	4 541
Assurances		395	385	142	41	20	30	1 013
Documentation		556	542	200	106	29	43	1 476
Publications		948	924	340	97	49	73	2 431
Déplacements		3 686	7 325	1 323	565	189	250	13 338
honoraires		4 578	4 461	1 643	470	235	352	11 739
Affranchissement		2 823	2 751	1 014	290	145	217	7 240
Autres charges		73	71	26	7	4	6	187
frais bancaires		89	87	32	9	5	7	229
PERSONNEL		97 277	94 358	16 138	10 129	3 142	5 880	226 924
Dotation aux amortissements		2 609	2 542	937	268	134	201	6 691
Charges exceptionnelles	25 751							25 751
Fonds dédiés					1 228			1 228
Résultat reportable sur 2005	-3 426	28 651				2 176	93	27 494
TOTAL CHARGES	22325	156883	129927	26816	15448	8133	10011	369544

Annexe 1

L'assemblée générale du Cres réunie le 28 mai 2004 a élu un nouveau conseil d'administration composé de :

- Mme Faivre Bénédicte, responsable du contrat de ville de St-Louis
- Dr Foubert Rémi, médecin généraliste
- M. Hoarau Gérard, Mutualité de fonction publique
- Mme Ménardon Evelyne, bénévole
- M. Payet Jimes, Arast
- M. Père Cédric, Cres-Réunion
- Mme Perrot Michelle, Inpes
- M. Ramassamy Karl, Nout'racine
- Le réseau Repère
- Mme Souris Aline, Arast
- Dr Stojcic Irène, délégation médecine préventive
- Mme Ternaux Sanchez Danièle, Réseau Repère

Le Conseil d'administration réunit le 26 août 2004 a élu le bureau suivant :

- Dr Rémi Foubert, médecin généraliste, pour le poste de Président
- Mme Bénédicte Faivre, responsable du contrat de ville de St-Louis
- Mme Aline Souris, coordonnatrice du secteur nord à l'Arast, pour la Vice Présidente
- M. Jimes Payet, Arast, pour le poste de Trésorier
- Dr Irène Stojcic, délégation à la médecine préventive du travail, pour le poste de Secrétaire

En 2004, le bureau s'est réuni trois fois et le Conseil d'administration trois fois.

Annexe 2- répartition des activités des salariés du Cres-Réunion

	Chantal Révillé 1 etp	Cédric Pèdre 1 etp	Alexandre Magnan 0,8 etp	Karine Bijoux 1 etp	Nathalie Pageaux 0,8 etp	Isabelle Gallego 0,8 etp	Caroline Giacomoni CDD (=0,4 etp)	Fabienne Plessis CDD (=0,1 etp)	Antonia Dandé 1 etp
activités générales	98%	15%	35%	70%	50%	10%			35%
GNF		85%	45%	15%	30%	10%	100%		60%
PNMS			20%	0%		60%		0%	
Atelier parentalité				15%		10%		100%	5%
CAMPI	2%		0%		10%				0%
CDROMS			0		10%	10%			5%
	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Annexe 3 : les partenaires du Cres-Réunion

Le Cres-Réunion est adhérent auprès de deux associations : Réunisaf et le réseau REPERE

Les partenaires avec lesquels le Cres intervient de manière régulière comme référent méthodologique au montage de projet et comme intervenant :

- GUT de Salazie
- GUT de Cilaos
- CCAS de St-Leu
- La prison du Port
- la PJJ
- l'arast

Les partenaires avec lesquels le Cres intervient régulièrement dans le cadre des formations :

- les IFSI de St-Pierre et de St-Denis
- l'école de puéricultrice

Dans le cadre de « Génération non fumeur », le Cres-Réunion a développé des partenariats avec :

- le réseau REPERE,
- la mission locale nord,
- l'OMAG,
- la mission locale sud,
- le lycée Jean Hinglo (le Port),
- le Collège Pointe des châteaux (St-Leu).

Dans le cadre du projet PNNS « Nouveaux goûts, nouveaux plaisirs », le Cres-Réunion a développé des partenariats avec :

- la chambre d'agriculture,
- l'association Saint Denis Enfance.